L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 14 AVRIL 1837.

HAVANE

Par l'arrivée de la goélette Hyperion, nous avons reçu nos liasses de journaux de la Havane jusqu'au 5 du courant inclusivement.

Il n'y avait eu jusqu'à cette époque aucun arrivage récent d'Espagne; les dates de Madrid n'allant que jusqu'à mi janvier environ. Il ne sont par conséquent de quarante à quarante-cinq jours moins fraîches que celles que nous avons obtenues de France et d'Angleterre, par la voie de New-York.

Les feuilles de la Havane parlent le décret officiel de la reine régente d'Espagne, ouvrant tous les ports du royaume au commerce mexicain.

En conséquence de cet ordre il paraîtrait que les ecrupules du capitaine-général de l'île se sont dissipés et que l'apparition aux Indes-Occidentales du pavillon mexicain dans les ports de la colonie ne doit plus être un sujet d'étonnement. Nous voyons dans les listes maritimes du 3 du courant l'annonce de l'arrivée de la goélette mexicaine Celia, venant de Tampico, avec un chargement de vaisselle (vaisselle).

Le marché de la Havane nous semble peu être dans une situation propice à opérer la réduction que nous observions à ses prix, maintenant pour les articles d'exportation. Les sucres, surtout pour les articles de qualité inférieure, sont encore très demandés et se maintiennent à des prix assez élevés pour défendre contre nous l'importation.

Une cargaison de cette nature a récemment été reçue de la Havane à Boston.

MEXICO, 6 mars.—Le Mexicain, journal officiel, du gouvernement mexicain, contient une lettre de Tampico, du 18 février, qui annonce que le commerce de cette place était très animé. Des navires arrivaient de tous les points de la république, et les droits de douane avaient été très élevés. Les prix des marchandises étaient en hausse, et les ventes se faisaient avec facilité. Le change sur Londres était à 10 pour cent de prime, sur Paris 3 à 4 pour cent de prime, sur la N. Orléans, 5 1/2 à 6 p. c. et sur Cuba 6 p. c. de prime.

Les articles d'importation se subdisaient ainsi:

Farine de la N. Orléans 215 à 19; sandoux 213 à 16 et quinta. Pour, 8 à 10 c. barril salé 40 à 11.

Le Lloyd du 20 mars annonce sous la forme d'avertissement public que les navires d'autres nations souscrites au traité de leur Empereur Principe et Nouveau seront reçus à Vera-Cruz et traités comme ceux de la nation la plus favorisée, et ne seront soumis à aucun droit différentiel.

NOUVELLES DU MEXIQUE.

Par le brick Cara, arrivé hier de la Vera Cruz, nous avons reçu les numéros de journaux de Mexico jusqu'au 27 mars inclusivement. Ces dépêches nouvelles ne nous offrent rien de très intéressant.

Quatre navires de guerre français croisaient, dit-on, devant la Vera-Cruz.

Une frégate sous pavillon français a quitté la partie de la Martinique, pour se joindre à cette petite flotte, ayant été rencontrée sur les côtes par la Carcouve, nous ignorons quels peuvent être ses ordres, ou l'objet de cette expédition.

La publication qui circule par la voie la valeur de la monnaie de cuivre est celle de deux mois, a varié, pendant quelques heures, une vive agitation dans Mexico. Des rassemblements nombreux s'étaient formés sur la place du palais, quoique la réunion y fût interdite au public. On aperçut en effet dans certains cris un mouvement insaisissable. Tous les négociants avaient fermé leurs magasins, et, de tous les points, on craignait un mouvement populaire. Mais cette crainte n'a été bientôt appaisée. Le gouverneur du district a adressé une proclamation aux habitants, les a rassemblés patrouilles parcourant les rues dans tous les sens. La nuit a cependant été assez tranquille, le jour paraît n'être guère dans toute la ville et les faubourgs. On n'a eu à déplorer aucun accident.

Un mouvement populaire a éclaté à Orizava, le 14 mars. On n'explique pas encore la cause par la baisse de la monnaie de cuivre. La populace porta en foule, d'abord sur les places, puis devant les maisons habitées par des Français, en faisant entendre des cris de rejet de l'intervention étrangère. Au milieu de ce tumulte, la maison fut forcée et saccagée par une troupe furieuse, lorsque les hommes d'un caractère connu accoururent sur les lieux, défendirent l'entrée de la maison, et ne persuadèrent ensuite aux mutins, par leurs exhortations, à se retirer.

Le curé de la ville, présent à ce qui se passait, étant accouru de son côté sur le théâtre de la foule, et, les larmes aux yeux, supplia le peuple de ne pas faire de mal aux personnes ni aux propriétés.

"Allons à Dieu, répondirent alors quelques uns de ces furieux. Conduisez-nous-y, répondit M. Legrand. Je ne me dérobe point à cette invitation."

Aussitôt le curé, revêtu de ses ornements, se mit à la tête d'une procession, précédée de la croix, et accompagnée de tous les hommes qui avaient pris part à l'émeute. Les autorités, les ecclésiastiques, les citoyens marchaient ensuite sur deux rangs. Le curé entra dans l'église, et, après avoir célébré une messe d'actions de grâces, il monta en chaire et fit un discours qui produisit une impression profonde sur tous les auditeurs. Il leur représenta l'énormité de leur crime, et leur dit que, s'ils ne se repentaient pas, ils seraient tous damnés. Il les exhorta à la paix, à la soumission aux autorités, et à la confiance en la Providence. Il les engagea à se retirer dans leurs maisons, et à y rester tranquilles. Il leur promit que, s'ils suivaient ses conseils, il ne serait plus question de ce qui s'était passé. Il les bénit ensuite, et tout le monde se retira.

Le lendemain, le curé, accompagné de plusieurs personnes, se rendit chez le général Rincon, commandant militaire de la place, et lui demanda la liberté des prisonniers. Le général la refusa d'abord, mais il finit par céder aux instances du curé, et tous les prisonniers furent mis en liberté.

Le gouvernement fédéral a adressé une proclamation aux habitants de la ville, de remerciements particuliers au curé, et de menaces contre les autres.

Ainsi, j'ordonne que le présent décret soit imprimé, publié, distribué et exécuté.

Palais du gouvernement national,
A Mexico, le 8 mars 1837.

JOSEPH JUSTO CORRO,
Président par intérim.

A. M. ISNACE ALAS
Ministre des finances.

MEXICO, 20 mars.

Nous marchons sur un terrain glissant. Nous apercevons à côté de nous un abyme profond; devant nous se présentent des ennemis redoutables; la défiance est devenue générale; la mutuelle perfidie; et la misère publique est extrême à son comble.

Voici ce que les journaux de l'opposition répètent sans cesse avec un sentiment de pitié profondément dissimulée, ou une complaisance exagérée. Ces paroles courent de bouche en bouche. Elles deviennent plus graves à mesure qu'elles sont répandues; et la malveillance présente les malheurs de la république comme des lanières sanglantes qui nous entraînent à une prompte et inévitable destruction. Ses déclarations prématurées diminuent les malheurs réels qui affligent la patrie, nous le désolerons pour les intentions perfides des déclamateurs, et l'acreté de leurs plaintes: mais malheureusement ils trouvent, ils suggèrent le mal chaque jour, de sorte que les efforts salutaires des remèdes qu'on y applique, et détruisent la tranquillité qui est si nécessaire pour en préparer de nouveaux.

Les publicistes, plus que personne, doivent examiner de sang froid la source de ces attaques imprévues, rechercher les causes d'une exaltation qui menace de devenir funeste; afin de rassurer le peuple sur celles qui ont été égarés par ces opinions fausses. Le journaliste jaloux par l'esprit de parti, par la soif de la vengeance ou l'ambition particulière, doit quitter la plume, parceque les passions ne raisonnent pas parceque l'exaltation amène le délire. Mais si le bien de sa patrie est la seule pensée qui l'anime, qu'il entre dans la lice qui lui convient sur l'organe des intérêts affligent la nation; qu'il indique les moyens d'y remédier, et au lieu d'envenimer le malade, qu'il cherche le caractère de l'efficacité de ses remèdes.

Est ce là la condition des journaux de l'opposition et de ceux qui jusqu'à présent avaient abusé de la liberté de la presse? Ils ont constamment combattu à toutes les époques les lois de la liberté rangés sous les bannières du désordre? Supposons un moment que les meilleures qu'ait gagné le pays soient ce qu'on veut le dire. Pourraient-elles jamais en les faisant paraître plus graves! Ces accusations vagues, nous ne voyons de la part de ceux qui les font encore le discrédit de la nation, décourager les bons citoyens, détruire le respect pour les lois, décréditer un pouvoir en quelques mois qui se trouve et peut être rendre le mal incurable.

Diario del gobierno.

Nous insérons aujourd'hui le message du président Jackson au sénat des Etats-Unis, que nous avons traduit de l'Aurore de la Nouvelle-Orléans. Il y a peu de dernier, et dont une copie a été envoyée au ministre de la guerre par le gouvernement de Virginie. Quoi qu'il en soit, on sait la dire. Pourtant les paroles ne sont pas assez pour que cet acte indique les mesures qu'il juge convenable dans le cas où ce serait nécessaire. Enfin on accordera au président la discrétion qui demande. Le congrès national peut aussi en user sur le bureau. évident. Nous n'hésitons point à soutenir que le pouvoir nement ne se laissera point arrêter au dernier pas par des mesures qui n'atteindraient point le but, et conservera sans tache, et quelles que soient les mesures dans tions armées seront entendues et jugées conformement aux principes du droit international.

(Diario del Gobierno.)

La guerre contre les Etats-Unis est l'objet de l'attention de tous les hommes qui réfléchissent, tandis que les membres d'une assemblée à laquelle on est convenu de donner le nom de congrès s'occupent d'un tout autre nom de finance marque le président des Unis a dit dans un message que ses ministres, qui, de connaissance et d'habitude, sont à portée de le mieux connaître, ne le croyaient pas exempt de partialité pour le Mexique, que M. Butler est parti avec la mission secrète, dans l'idée d'engager notre gouvernement à prendre des mesures hostiles contre nous dans le cas où une telle conduite ne serait pas approuvée par le congrès.

Pourquoi M. le président n'a-t-il pas communiqué au gouvernement général de cette république ce qui est supposé gratuitement? Nous ne pouvons croire que l'intégrité du territoire mexicain ait besoin de défenseurs.

Nous ne pouvons non plus croire qu'un magistrat considérant les relations du Texas comme des armaux, donnerait prudemment à un dom de cette portion de notre territoire.

Pour prouver évidemment la fausseté de ces prétendues de nos relations avec elles. Il serait ridicule qu'il garant maintenant notre affirmation, sans doute au plus haut degré de prospérité. M. Butler, dans sa dernière fin apprécier le mauvais accueil. Les hommes qu'il a prononcé au congrès et qui ne le connaissent aujourd'hui démentir, et le peuple, qui a vu son gouvernement à ses ordres, ne trouvera les documents que l'environnent.

Sa mission de M. Poinsett, en 1829, a été accompagnée de dangers. Rien de plus que ce n'est de la garde soit maintenant mieux affermie, nous ne pouvons le croire. Nous ne nous en rapportons point, dans l'intérêt de la paix, à l'effet du mécontentement, à moins de prouver les démonstrations qu'il a faites aujourd'hui. Les hommes qu'il a pu rencontrer sur les routes, les documents que le président a pu recevoir, ne peuvent être pris pour des témoignages d'une opinion générale. Les hommes qui ont pu rencontrer sur les routes, les documents que le président a pu recevoir, ne peuvent être pris pour des témoignages d'une opinion générale. Les hommes qui ont pu rencontrer sur les routes, les documents que le président a pu recevoir, ne peuvent être pris pour des témoignages d'une opinion générale.

Sa mission de M. Poinsett, en 1829, a été accompagnée de dangers. Rien de plus que ce n'est de la garde soit maintenant mieux affermie, nous ne pouvons le croire. Nous ne nous en rapportons point, dans l'intérêt de la paix, à l'effet du mécontentement, à moins de prouver les démonstrations qu'il a faites aujourd'hui. Les hommes qu'il a pu rencontrer sur les routes, les documents que le président a pu recevoir, ne peuvent être pris pour des témoignages d'une opinion générale. Les hommes qui ont pu rencontrer sur les routes, les documents que le président a pu recevoir, ne peuvent être pris pour des témoignages d'une opinion générale.

Mardi, au bénéfice de M. Dubois, acteur français, ordonnance, le jeune Henri, ou le Voyage en Ecosse, en 3 actes; le M. A. Dubois.

Suivi de Zoé, ou l'Amant prêté, vaudeville en 1 acte de M. Scribe.

Bénéfice de M. Delcroix

Le bénéfice sera avant-hier une des plus belles de la pièce dans nos théâtres ne trouve à la ville est un ouvrage d'Alexandre Dumas, dit-on, le plus remarquable de tous ceux qu'il a écrits.

Le auteur soulèvent quelques-uns de riche manteau qui couvre les misères de la société dans ces classes privilégiées, nous nous plaisons à croire, à la comparer avec nos mœurs de prêts, l'on ce qui donne à notre société un caractère si différent de celle de l'Europe. Il est ce qu'il paraît, et ne cache pas d'une main plus ou moins exercée ce qu'il est. Il est ce qu'il paraît, et ne cache pas d'une main plus ou moins exercée ce qu'il est. Il est ce qu'il paraît, et ne cache pas d'une main plus ou moins exercée ce qu'il est. Il est ce qu'il paraît, et ne cache pas d'une main plus ou moins exercée ce qu'il est.

Il a compris, que la tâche n'était pas facile de mettre dans la bouche d'un acteur des paroles qui ne fussent point ridicules comme sur un théâtre, et qui ne fussent pas de son époque. Cependant nous n'avons pas excellent pour rire à un homme qui n'a pas encore vingt ans. Il est dialogues qui font monter le rire au visage.

Son incroyable diligence a contribué à mettre le goût du public tout à fait pour ce genre de pièces. Il est le plus grand nombre, et ce sont ces chefs-d'œuvre de Zoé par l'un de nos premiers talents, qui procurera à la troupe française un des plus beaux succès de la saison.

En attendant comptez sur les vives obligeances,

M. le rédacteur, votre &

UN LOUISIANAIS.

MUNICIPALITE No 1.

Séance de lundi, 10 avril 1837

Le conseil s'est assemblé sur le jour ordinaire à la loi.

Le secrétaire a fait appel nominal, les aldermen dont la présence suivante, a reconnu que le conseil était composé de la moitié de ses membres.

Sont présents: MM. Bernard, Bouligny, Duplessis, Edward Duperessis, Armitage, Paul Flaire, Frederick Durnford, J. B. Fazende, Jacques Fazende, Jr. Messrs J. Guillot fils, Charles White, Solomon Hyde, Felix de Armas, J. Lecoq, Jno. Davis, Manuel Crozat, F. Davis, Joseph Brandt, C. Morel, J. Lefebvre, deux district, E. A. Canon, G. Pike, F. Corrégidor, Sme district, Anthony Fernandez, B. Planche—21.

Membres absens 3me district F. Reynes, 5me district, F. Coquet fils.

Après lecture et approbation des délibérations de la séance précédente.

Sur motion de M. Guillot, il a été résolu qu'il sont nommé un comité d'élection chargé de vérifier les qualifications des aldermen élus.

Messrs Guillot, Cruzat et Preval ont été nommés de ce comité.

Après un recès de quelques minutes, le conseil ayant repris sa séance, M. Guillot, rapporteur du comité d'élection, a rapporté que leur examen était clos, aldermen, et possédait les qualifications requises par la loi pour siéger dans le conseil. Messrs F. Duplessis, F. B. Fauves, J. Armitage, G. F. Stumpet, Paul Tulane, F. Durnive, F. de Armas, S. High, C. Lessegue, C. de Verges, C. W. J. P. Howard, C. Bienvenu, F. A. Canon, Anthony Fernandez, E. Dauphin.

Sur motion du rapport a été reçu.

Sur motion de M. Guillot, les sept sont nommés un comité chargé de faire les règlements nécessaires pour la bonne marche du conseil, et nous présenter.

Messrs Canon, Lessegue, et Bouligny, nommés de ce comité ont rapporté par la voie suivante: Le conseil municipal, considérant que l'ambition particulière, tant qu'il existera un pouvoir municipal, ne pas faire usage des droits dont la loi constitutive de la municipalité lui confère pour le bien-être public, et qu'il est nécessaire pour en assurer l'exercice.

Il a été résolu que le conseil municipal, en vertu de l'autorisation à lui donnée par la législature, il avait nommé M. N. Roberts, adjoint-greffier, au remplacement de M. Gonzalez, démissionné, et qu'il a donné tant de preuves de capacité et de zèle dans l'exercice de ses fonctions, qu'il est recommandé à la confiance du conseil.

Sur motion de M. Canon, il a été résolu que cette nomination fut et demeurât approuvée par le conseil.

Sur motion de M. Canon, il a été résolu que les comités permanents, et que nous, M. Bernard, Bouligny, Duplessis, Edward Duperessis, Armitage, Paul Flaire, Frederick Durnford, J. B. Fazende, Jacques Fazende, Jr. Messrs J. Guillot fils, Charles White, Solomon Hyde, Felix de Armas, J. Lecoq, Jno. Davis, Manuel Crozat, F. Davis, Joseph Brandt, C. Morel, J. Lefebvre, deux district, E. A. Canon, G. Pike, F. Corrégidor, Sme district, Anthony Fernandez, B. Planche—21.

Membres absens 3me district F. Reynes, 5me district, F. Coquet fils.

Après lecture et approbation des délibérations de la séance précédente.

Sur motion de M. Guillot, il a été résolu que le conseil s'est assemblé sur le jour ordinaire à la loi.

Le secrétaire a fait appel nominal, les aldermen dont la présence suivante, a reconnu que le conseil était composé de la moitié de ses membres.

Sont présents: MM